

Se rapprocher de la Chine pour changer le monde

Dossier réalisé par Yves Dimicoli

De la façon dont la Chine –pays en développement– maîtrisera ou non son insertion internationale, pour répondre ou non aux besoins sociaux de développement de sa population, dépendra l'évolution de la planète et des rapports de force mondiaux. Le capitalisme, en crise si profonde, y voit un moyen de se régénérer. Mais, ses exigences, qui déjà pèsent si lourd sur la croissance chinoise, contredisent l'impérieux besoin d'un essor pacifique de ses multitudes humaines et la nécessité d'une maîtrise nationale. Cela pose, avec une force sans précédent, l'enjeu d'un dépassement de la domination des marchés, d'autant plus que l'insertion internationale que ceux-ci imposent à la Chine est un problème pour tous les peuples.

La contradiction entre les exigences de maîtrise nationale de la Chine et celles des dominations capitalistes constitue une chance pour tous les peuples qui rêvent de s'émanciper de la tutelle de la Finance et de l'hégémonie des Etats-Unis.

L'Union européenne (UE) peut se saisir de cette opportunité pour une alliance/rapprochement avec cette Chine en ébullition, en vue d'un monde multipolaire, pacifique, de co-développement et donc plus sûr.

Mais cela signifierait des changements très profonds en Chine, mais aussi de l'UE.

L'avancée indispensable vers plus de démocratie et de liberté en Chine ne saurait passer obligatoirement par son immersion dans le grand bain libéral mondial. Cela noierait bien des démocraties occidentales, sans parler de la paix.

Les Chinois pourraient contribuer, en se frayant les voies autonomes d'un essor maîtrisé et durable, à ouvrir les chemins d'un tout autre développement humain, avec l'enjeu fondamental d'une sécurisation commune de l'emploi, de la formation, de tous les moments de la vie de chacun. Il ne s'agirait donc pas pour la Chine de se contenter de dupliquer les acquis démocratiques et de civilisation de l'occident, dont la démocratie représentative et le couplage Etat/marché sont en crise. Il lui faudrait aussi s'ouvrir les voies d'une démocratie participative et d'intervention.

Une créativité politique et institutionnelle est nécessaire pour commencer à dépasser le marché, l'instrumentalisation de l'Etat et des institutions internationales par ceux qui dominent sur le marché.

Une nouvelle construction démocratique se cherche à laquelle le dialogue euro-chinois peut contribuer. ■

Economie et Politique ouvre son premier dossier sur les pays émergents et en voie de développement par un dossier sur l'Asie.

Ce dossier comprend 2 parties : La première consacrée à la Chine est publiée dans ce numéro et la seconde consacrée à : la Chine, l'Inde, l'Indonésie, et le Vietnam sera publiée dans son prochain numéro.

Première partie :

Se rapprocher de la Chine pour changer le monde : Une croissance, sous pressions capitalistes, contredisant l'exigence de maîtrise nationale et les besoins sociaux. Le besoin d'un nouveau type de croissance et de développement. Yves Dimicoli

Deuxième partie :

Chine : Des défis tous azimuts. Christiane Marcie

Inde : L'intérêt de l'Inde. Max Zins

Inde : Fuite en avant libérale ou mobilisation des atouts de la société indienne pour s'émanciper des marchés financiers ? Fabien Maury

Vietnam : Voies nouvelles pour le développement et les coopérations. Paul Fromont

Indonésie : Des aspirations à la modernité bridées par la misère et les exclusions. Pierre Marcie

I. Une croissance, sous pressions capitalistes, contredisant l'exigence de maîtrise nationale et les besoins sociaux

Depuis 1978 et les réformes initiées par Deng Xiaoping, la Chine est engagée dans la transition d'une économie de commande administrée essentiellement paysanne à une économie mixte de marché d'un nouveau type, en voie d'industrialisation et d'urbanisation accélérée, de plus en plus intégrée aux échanges internationaux. Cette expérience est sans pareille. Les dirigeants chinois sont animés d'un farouche volonté d'éviter un processus similaire à ceux de l'URSS et d'autres pays étatistes qui se réclamaient du socialisme.

Les dirigeants chinois entendent garder la maîtrise de la transition vers une économie mixte de marché d'un nouveau type. Ils s'appuient pour cela sur la force du sentiment national chinois, avec l'étatisme et ses défauts, jusqu'aux atteintes aux libertés. Cette très forte volonté nationale est contredite par une ouverture au marché mondial dominée par les grandes puissances capitalistes et les multinationales.

Une formidable pression capitaliste sur la croissance chinoise

Depuis 1978, la croissance moyenne a été de 10% par an (1). Avec un Pib de 1 410 milliards de dollars en 2003, la Chine est devenue la sixième économie et le quatrième exportateur mondial, devant la France. Le XXVI^{ème} congrès du Parti communiste chinois (PCC) a fixé un nouvel objectif : le quadruplement du Pib en vingt ans. En mars 2004, avec la révision constitutionnelle, de nouvelles garanties légales ont été accordées pour l'initiative privée. C'est le développement du commerce extérieur qui a servi de locomotive à la modernisation et à l'effort de transition vers une économie de marché. Cela s'est fait au prix d'une forte polarisation de la croissance autour de grands centres industriels et des provinces côtières qui, aujourd'hui, concentrent 89% du commerce extérieur et accueillent 84% des investissements directs étrangers (IDE). Cette croissance polarisée a été initiée dans les années 1980, à partir des industries traditionnelles (textile et habillement) puis, dans les années 1990, à partir des produits électriques et électroniques. Cela s'est opéré moyennant une participation croissante de la Chine à la segmentation internationale capitaliste des processus productifs. (2)

Loin de maîtriser l'ensemble de ces processus, la Chine s'est faite progressivement spécialiser dans l'assemblage de pièces et de composants importés. Ainsi, en 1999, ce sont 85% des exportations de machines électriques et 80% de celles d'instruments de précision qui étaient issus d'opérations internationales d'assemblage. (3)

Le double défi de l'extraversion industrielle et de l'expansion informationnelle

Pour s'ouvrir aux potentiels du marché mondial, les autorités chinoises ont cherché à attirer capitaux, technologies et savoir-faire en favorisant le développement des activités internationales d'assemblage. Désormais, les industries extraverties assurent plus de la moitié des exportations chinoises.

Simultanément, les multinationales implantées au Japon et chez les « quatre dragons » (dont beaucoup d'américaines ou à capitaux mixtes américains et/ou japonais), attirées par les très bas coûts salariaux, ont délocalisé en Chine la partie la plus intensive en main d'œuvre des industries textiles, puis électriques et électroniques qu'elles contrôlaient. Les filiales des multinationales localisées au Japon ou dans les « quatre dragons » fournissent à la Chine près de 70% des importations pour la production des marchandises exportées. Elles réalisent plus des deux tiers du commerce d'assemblage de la Chine.

Les progrès très rapides qu'elle a enregistrés en ce domaine vis à vis de ses principaux partenaires (Japon, Etats-Unis, UE(4)) dans les années 1990 et, plus encore, au début des années 2000 ont donc été assurés, pour l'essentiel, par des industries extraverties dominées par les filiales de multinationales étrangères. A la fin des années 1990, les entreprises à capitaux étrangers étaient responsables d'environ un quart de la production industrielle chinoise, mais de 70% dans le matériel électrique et électronique.

Les autorités chinoises ont certes encouragé ces processus, mais en essayant de les maîtriser et en refusant de se laisser dominer.

Si l'industrialisation se porte encore, de façon dominante, dans des secteurs à haute densité de main-d'œuvre (textile, habillement, cuir, ameublement etc.), les autorités chinoises ont cherché également à l'orienter de plus en plus vers la production de produits à haute valeur ajoutée (télé-

phonie, ordinateurs, satellites etc.) ; et cela selon un schéma en trois étapes : assemblage de composants en sous-traitance de sociétés étrangères ; échange de technologies avec des «joint-ventures» ; rachat des participations de la société étrangère et constitution d'une société entièrement chinoise disposant des capacités de conception et de production. Ce schéma a prévalu, par exemple, pour la filiale de téléviseurs de Thomson et pour la division de téléphones portables d'Alcatel, rachetées par TCL.

Les autorités chinoises ont cherché à promouvoir de véritables champions nationaux. Désormais, ceux-ci sont encouragés, à partir de leur marché domestique, à s'implanter progressivement sur les marchés européens, asiatiques et nord américains. C'est le cas d'entreprises comme Hair (électroménager), TCL (téléviseurs), Huawei (équipements de télécommunications), Konka ou Changong (téléphones mobiles).

Les dirigeants chinois le répètent : «la mondialisation capitaliste s'impose à nous, nous ne l'avons pas choisie !» Ils redoutent un processus conduisant à une dépendance économique, base pour une tutelle politique. Le refus de retomber sous l'emprise de grandes puissances étrangères les amène à chercher les moyens de compter et de peser dans la mondialisation pour des raisons économiques (partage des coûts et des résultats de recherche-développement, accès aux qualifications, aux technologies, aux capitaux et aux marchés etc.) mais aussi pour des raisons politiques de maîtrise et d'indépendance.

L'exemple récent (6) du rachat de la division PC d'IBM par le groupe informatique chinois Lenovo pour 1,75 milliards de dollars est emblématique. Il utilisera la marque IBM pendant cinq ans pour asseoir son essor mondial et renforcer son leadership sur son marché.

Cette phase nouvelle d'expansion de grands groupes nationaux dans les secteurs informationnels vient conclure la période des années 1980-1990, au cours de laquelle les autorités chinoises, pour tenter de maîtriser l'ouverture au monde nécessaire au décollage industriel de la Chine, ont multiplié les initiatives :

- ouverture de zones spéciales avec fiscalités incitatives et réglementations modulées ; développement intensif des entreprises à capitaux mixtes ; ancrage du yuan (Rmb) au dollar, pour éviter des pertes de change et soutenir les exportations dans les années 1990.

De même, les autorités chinoises ont refusé d'ouvrir le pays d'un coup, en cherchant à limiter la dépendance de la production nationale aux exportations et au marché financier, en prenant appui sur le crédit bancaire.

Enfin, face à la progression des disparités régionales dues à ce type d'industrialisation, elles ont mis en œuvre, à partir des années 1990, des programmes de développement vers l'ouest, avec de très gros efforts d'infrastructures (autoroutes, voies ferrées, oléoducs, gazoducs, centrales électriques, thermiques et nucléaires, ponts etc.).

Les années 1980-1990 ont donc permis à la Chine de mettre le pied à l'étrier de l'achèvement géographique de la révolution industrielle.

Les années 2000 ouvrent-elles la voie à une nouvelle phase d'internationalisation de l'économie chinoise ?

Celles-ci ferait écho, elle, aux exigences de la révolution informationnelle, avec une expansion mondiale de groupes nationaux qui ont cependant toujours à assumer l'essor et la couverture de leur marché. La Chine est appelée ainsi à dépasser le statut d'un simple «atelier d'assemblage» pour les pays riches.

Cette nouvelle phase s'annonce, à son tour, très ambivalente. Les pressions et l'attraction capitalistes vont doubler au travers des gestions, des financements et des coopérations internationales. Le recours au marché financier pourrait prendre le pas sur la préférence actuelle pour le crédit bancaire. Les tentatives d'enrôlement des groupes chinois dans la guerre économique mondiale, pour la rentabilité financière, ne manqueront pas de se renforcer.

Cela accentuerait les contradictions avec les besoins sociaux de développement impérieux auxquels devront faire face les dirigeants chinois. Et leur volonté d'indépendance nationale, liée en partie à ces besoins et aux luttes qu'ils engendrent, pourrait être mise à rude épreuve par les gestions et alliances des groupes internationalisés, s'ils se contentent de mettre en œuvre les façons de faire capitalistes. Ils peuvent être amenés, au contraire, à innover face aux besoins de sécurisation et de promotion de l'immense multitude des populations, à commencer par les chômeurs et les paysans.

Cela pourrait alors renvoyer à la question cruciale du réemploi des réserves en devises accumulées du fait des excédents extérieurs.

Ne pourraient-elles pas servir de base pour un crédit partagé permettant la constitution de réseaux mondiaux de joint-ventures pour des coopérations de co-développement visant une sécurisation de l'emploi, de la formation et de tous les moments de la vie ?

Et ne serait-ce pas une voie possible de dépassement des contradictions engendrées à la fois par le développement des exportations industrielles, au travers des spécialisations que tentent d'imposer les multinationales et, à la fois, par son attractivité pour les délocalisations ? Contradictions qui peuvent causer de terribles dégâts pour l'emploi dans le monde.

N'est-ce pas d'ailleurs, ces questions qui montent, au Nord comme au Sud, avec la levée des quotas d'importations pour le textile dans l'OCDE avec la fin des accords multifibres ?

Cela renvoie aussi nécessairement à une transformation profonde des orientations chez les partenaires de la Chine, notamment l'UE, avec l'exigence d'un autre rôle de la Banque Centrale Européenne (BCE), de l'euro et d'une maîtrise sociale du marché intérieur européen.

L'enjeu décisif des matières premières

Selon Goldman Sachs (7), la Chine représente 40% de la consommation mondiale de charbon, 40% de celle du coton, 30% de celle d'acier, de zinc, d'aluminium, de plomb ou de cuivre, 30% de celle de maïs, de soja, de blé et 20% de celle de fioul. Et, en 2004, elle serait à l'origine de près de la moitié de la croissance de la demande mondiale de pétrole. Cet énorme besoin d'importation de matières premières, industrielles notamment, renvoie à plusieurs facteurs.

Il s'agit de l'effort d'équipement du territoire engagé dans le courant des années 1990, pour réduire la grave fracture entre l'est et l'ouest engendrée par la polarisation de la croissance industrielle.

Entre 1997 et 2002, plus de 500 000 km de routes et près de 20 000 km d'autoroutes ont été construits, tandis que dix aéroports auront été bâtis entre 2002 et 2005 (8). Ce fut aussi l'explosion du logement avec la croissance urbaine et l'exode rural. Entre 1995 et 2002, le nombre de m² par habitant est passé de 8,1 à 22 m².

Ce mouvement se poursuivra avec les Jeux olympiques de 2008 et l'exposition universelle de Shanghai en 2010. Selon la Commission du plan, la Chine engagerait pour environ 1 milliard de m² de constructions nouvelles par an, et rénovait environ 1,6 milliard de m² de logements. Simultanément, il est question de lancer un nouveau programme de rénovation des réseaux électriques en milieu rural extrêmement déficients.

L'autre facteur de soutien de la demande d'importation de la Chine en matières premières est l'essor de la demande de consommation des ménages, encore très freinée cependant. Il s'agit de potentiels de croissance bridés par le sous-développement. La consommation par tête est respectivement de 100 kg, 3 kg et 2,4 kg pour l'acier, l'aluminium et le cuivre, très loin derrière les Etats-Unis, l'Europe et le Japon où ces niveaux de consommation par têtes sont respectivement de l'ordre de 700 kg, 5 kg et 10 kg.

Il s'agit de l'évolution de la structure de la consommation des ménages avec l'essor de couches moyennes et d'entrepreneurs. La demande de biens d'équipement ménager grossit mais aussi et surtout d'automobiles dont la production a bondi de près de 80% en 2003. Cela concerne aussi les biens alimentaires avec le choc entre, d'un côté, la progression de consommations à base de blé liée à l'occidentalisation des standards de vie d'une partie des urbains et, d'un autre côté, le recul, l'insuffisance des rendements agricoles. L'ampleur prise par la demande d'importations de matières premières exprime aussi des fragilités et des insuffisances d'efficacité du système productif et de la croissance de ce pays. Cela concerne l'agriculture, mais aussi les activités minières, alors même que la Chine recèle environ 12% des réserves minérales de la planète (3ème rang mondial).

Elle a acquis une position telle sur les marchés mondiaux de matières premières que leur conjoncture dépend, dans une large mesure, de l'évolution de la demande chinoise. Depuis les années 1990, l'explosion des importations chinoises de matières premières n'a pas cessé de prendre de l'ampleur. Depuis 2002, cela s'est conjugué, avec le redémarrage de la demande des pays de l'OCDE, Etats-Unis en tête. Ces derniers en demeurent très fortement consommateurs, particulièrement de pétrole. Mais cela s'est conjugué aussi avec le vif essor de la demande des autres pays émergents.

Cela, alors que les groupes capitalistes dominant ces secteurs ont très insuffisamment développé les capacités de production. Les prix de marché étaient alors très en deçà des niveaux de rentabilité financière exigés par leurs actionnaires et les marchés financiers. Ces multinationales ont préféré rationaliser leurs outils de production, licencier du personnel et engager d'énormes ressources dans des prises de contrôle, des placements financiers et, de plus en plus, dans le rachat de leurs propres actions pour en accroître le rendement. Le vif essor de la demande d'importation de matières premières de la Chine est entré en collision avec la régulation capitaliste aveugle rationnant alors l'offre mondiale. D'où l'envolée des prix pesant sur la croissance des pays capitalistes eux-mêmes. Il est de bon ton de rendre la Chine seule responsable de ces déséquilibres.

C'est oublier la responsabilité des logiques capitalistes qui cherchent à la dominer ainsi que celle des groupes industrialo-financiers qui, avec leurs critères de gestion, dominent les marchés mondiaux de matières premières; sans parler des gâchis énormes de moyens naturels et matériels associés au type de croissance des pays riches. Les fortes hausses des cours de matières premières -relatives sur le long terme- pèsent donc aussi sur la poursuite de la croissance chinoise comme facteur de «surchauffe».

Les dirigeants chinois sont conscients du risque pour leur indépendance économique et en matière d'inflation importée. Ils sont aussi conscients des atouts nouveaux pour la négociation internationale que leur confère le rôle centrale de la Chine sur les marchés de matières premières, industrielles notamment. Cela paraît d'autant plus probable que les ressources naturelles peu ou pas exploitées de leur pays sont considérables et permettent d'anticiper un rôle de plus en plus important des productions chinoises en ces domaines aussi.

Ainsi, l'Etat chinois a l'intention de taxer les exportations de métaux et de minerais afin d'en réserver la production en priorité aux industriels locaux, de calmer les surchauffes sectorielles. Cela a eu immédiatement pour effet de faire flamber les cours sur les marchés mondiaux de l'aluminium, de l'étain et du zinc. Il faut prendre la mesure des efforts nouveaux déployés pour multiplier des coopérations mutuellement avantageuses, échappant en partie à la domination des marchés, avec d'autres pays en développement producteurs de matières premières comme le Brésil, l'Argentine, Cuba ou encore certains pays africains.

Ils favorisent ainsi la relance de la pratique de contrats de long terme, dans le cadre de protocoles d'Etat à Etat conditionnant les rapports entre entreprises nationales. Cela marche de pair -et c'est nouveau- avec la volonté de décourager fiscalement les entreprises utilisant exclusivement les marchés spot. C'est ainsi qu'en 2004, la Chine a signé une série de ces conventions nouvelles, avec le Brésil et l'Argentine, principaux acteurs du Mercosur, eux-mêmes en délicatesse avec les Etats-Unis.

Les autorités chinoises n'ont pas hésité à mobiliser une partie des énormes réserves en devises dont dispose leur Etat pour financer le lancement d'investissements d'infrastructures de transport, de télécommunications et de logements dans ces pays afin de sécuriser et promouvoir ce nouveau bilatéralisme dont chaque partie prenante a besoin face à l'étouffante hégémonie nord-américaine et à la domination des marchés mondialisés.

Le problème principal : le chômage et l'emploi

La Chine est entrée de plain-pied dans l'industrialisation, ce dont atteste la transformation de son économie et l'urbanisation très rapide.

Ce processus s'est accompagné, au cours des années 1990, d'une progression vive de la part des IDE dans le PIB et dans l'investissement, quoique plus progressivement que dans les autres pays émergents d'Asie. Mais, ce type de croissance a engendré de graves inégalités sociales et territoriales. Il est surtout très insuffisamment créateur d'emplois.

Les effets d'entraînement des entreprises extraverties pour le développement des capacités industrielles et technologiques des entreprises entièrement chinoises «ont été décevants» (9). Bien sûr, le contenu local des exportations d'assemblage à partir de la Chine continentale (intégration) a augmenté: le rapport des exportations (après assemblage)/importations (pour assemblage) est passé de 1.2 en 1993 à 1.5 en 2000.

Cependant, l'exemple du matériel électrique, emblématique de l'essor des exportations des années 1990, montre que cette «intégration» serait due, avant tout, à l'augmentation des échanges entre filiales de multinationales étrangères implantées en Chine, au lieu d'un approvisionnement croissant auprès des entreprises chinoises elles-mêmes. C'est dire le poids pris par les multinationales étrangères dans le commerce d'assemblage chinois. Elles assurent les trois quarts des exportations d'assemblage en 1999, contre 56% seulement en 1993 (10). De plus, les exportations «ordinaires» (hors assemblage) de la Chine présentent une structure relativement stable par produits (11). Autrement dit, la diffusion du progrès technologique des industries extraverties à l'ensemble du tissu industriel chinois est beaucoup plus lente que ne l'exigent les besoins de développement et de maîtrise du pays.

Les exportations «ordinaires» de la Chine restent donc confinées à des productions traditionnelles (habillement, produits chimiques, produits agricoles), tandis que le dynamisme du secteur exportateur reste surtout entre les mains des filiales des multinationales étrangères: «Les entreprises entièrement chinoises ont perdu du terrain à la fois sur le segment des exportations ordinaires et sur celui des opérations d'assemblage». (12)

Tableau 1 : La transformation de l'économie chinoise

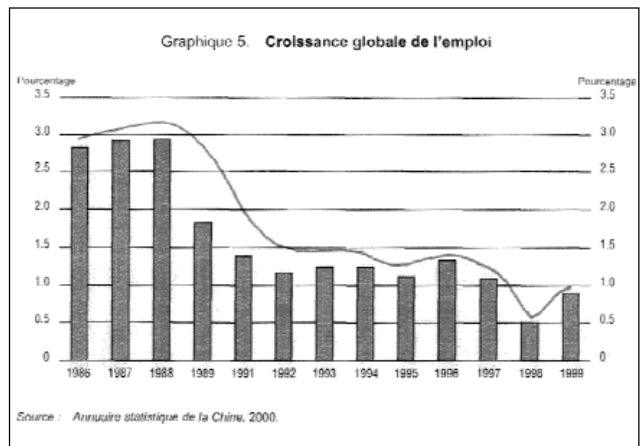
	1980	2000
Pib par habitant ¹	168	727 ²
% de la population en zones urbaines	20	31
En % du Pib :		
Agriculture	30	16
Industrie	49	51
Services	21	33
En % de l'emploi		
Agriculture	69	50
Industrie	18	23
Services	13	27
Echanges/PIB(%)	12	42

¹ En dollars constants 1995. ² Chiffre pour 1998. ³ Exportations plus importations en pourcentage du PIB. Sources : Banque mondiale, (2000) ; Annuaire statistique de la Chine, (2000) ; FMI.

Face aux besoins sociaux de développement, la croissance chinoise, quoique rapide, est très insuffisamment créatrice d'emplois et s'accompagne d'un essor insuffisant des qualifications et du niveau culturel. Le taux de chômage officiel «dans les bourgs et les municipalités» se maintient autour de

4,7% en 2004, (+ 0,2% sur 2003). En fait, le taux de chômage effectif serait supérieur à 10% de la population active, voire à 15% dans les grands villes.

La création d'emplois est insuffisante face à l'arrivée massive de main d'œuvre sur le marché du travail, en raison de : l'exode rural accentué par le creusement des inégalités villes/campagnes; l'arrivée des jeunes sur le marché du travail; la destruction d'emplois engendrée par les restructurations des entreprises d'Etat.



Le besoin de lutter contre le chômage et pour l'essor de toutes les capacités humaines paraît d'autant plus criant que l'industrie tend à s'y développer de façon dualiste, accentuant les inégalités villes/campagnes et, à l'intérieur des villes, entre chômeurs et populations bénéficiant de l'industrialisation.

D'un côté, existent des secteurs très compétitifs, intégrés aux circuits internationaux de production et d'échange, dominés par les filiales de multinationales étrangères. Ils se sont développés surtout le long de la côte, dans des mégapoles, flanquées de zones économiques spéciales aux droits sociaux très restreints. Il s'y constituent des couches moyennes commençant à se tertiariser et un gros prolétariat urbain.

Tableau 2 Part des entrées d'IDE dans le PIB et la formation brute de capital

	Total des entrées d'IDE (milliards de \$)	Pib (milliards de \$)	entrées d'IDE en % du Pib	Formation brute de capital (milliards de \$)	entrées d'IDE en % de la formation brute de capital
1983	0,916	300,375	0,31	101,483	0,90
1985	1,661	305,254	0,54	115,300	1,44
1990	3,487	387,723	0,90	134,705	2,59
1995	37,521	700,278	5,36	285,928	13,12
1996	41,725	816,490	5,11	323,148	12,91
1997	45,257	898,244	5,04	343,285	13,18
1998	45,463	958,990	4,74	356,964	12,74
1999	40,319	989,621	4,07	368,446	10,94

Sources : Annuaire statistique de la Chine et OCDE.

D'un autre côté, il y a le secteur traditionnel d'exportation dominé par des entreprises entièrement chinoises, qui tendent à prendre du retard. Surtout, on trouve le secteur «fermé», tourné vers l'intérieur, constitué notamment d'entreprises d'Etat et du secteur agricole, avec la population la plus nombreuse, et confronté à l'immense défi d'une modernisation qui ne fasse pas exploser le chômage. La croissance chinoise, dominée dans une large mesure par les capitalistes, a certes contribué, en partie, à développer des capacités humaines, mais en polarisant un développement inégal.

Cela concerne énormément de monde, ce qui permet l'essor d'une demande intérieure solvable, un progrès des qualifications, ainsi que l'avancée de nouvelles aspirations sociétales et démocratiques. Mais ce mouvement demeure très minoritaire en regard de l'immense masse des populations confrontées au sous-développement, contraintes à l'exode vers les pôles urbains où l'offre d'emplois et de qualifications, bien qu'en croissance, demeurent insuffisante.

Bien sûr, la Chine est l'un des rares pays à remplir officiellement l'objectif du millénaire pour le développement (OMD) des Nations-Unies en matière de réduction de la pauvreté extrême (13). On est passé ainsi d'un total de 280 millions de personnes concernées en 1990 à 97 millions en 1999. (14)

Mais le contenu social de la croissance actuelle est insuffisant pour «briser le noyau dur de la pauvreté extrême» surtout localisé dans les régions rurales. (15) En même temps, l'entassement de populations croissantes dans les centres urbains fait exploser les problèmes de logement, d'éducation, de santé, d'environnement, d'accès à l'énergie, d'infrastructures etc. Cela tend à changer la nature de la pauvreté ordinaire. Elle devient de plus en plus liée au chômage et non pas seulement aux aléas climatiques et à l'insuffisant rendement agricole.

Cela rend plus aigu le besoin d'un réel système de protection sociale (chômage, santé, famille etc.). Mais la construction d'un tel système s'avère à la fois urgente et extrêmement difficile. D'un côté, en effet, la restructuration des entreprises d'Etat, l'insuffisance des revenus paysans poussent au déversement de populations croissantes sur le marché du travail ; tandis que, d'un autre côté, la politique de «*l'enfant unique*» peut préparer une base en emplois insuffisante pour un système de retraites par répartition, alors que le vieillissement des Chinois s'accélère. Du reste, des fonds de pension anglo-saxons commencent à explorer, en pratique, les potentiels de développement de retraites individuelles par capitalisation chez les couches moyennes et dirigeantes.

Au problème du chômage, dans l'immédiat, vient s'ajouter le problème des retraites donc, tandis que demeure si difficile l'accès aux soins, à l'école, à la culture, au logement etc. Bref, en liaison avec l'insécurité de l'emploi et de la formation, il y a un besoin formidable des Chinois de sécurisation de tous les moments de leur vie, avec, là aussi, le creusement d'inégalités et la différenciation des aspirations, mal supportés, entre les couches moyennes et dirigeantes émergentes et la masse colossale des paysans, ouvriers et chômeurs. ■

Une question essentielle : la protection sociale contre le chômage

Les canons gestionnaires dominants dans les entreprises renvoient au critère de rentabilité capitaliste, faute d'alternative pour le moment. Le thème de la «compétitivité», mesurée à l'aune du seul coût salarial de l'emploi, a le vent en poupe dans les régions les plus développées. Ainsi, le recours aux technologies informationnelles, peut contribuer à creuser bien plus encore l'écart entre le besoin de créations d'emplois nouveaux et le nombre et la qualité des emplois effectivement créés, tandis que deviendrait encore plus criante l'insuffisance de formation.

Face à l'ampleur des licenciements, dans les années 1990, les autorités chinoises ont été contraintes de prendre des mesures de sécurisation. La notion de «salariés sans poste de travail» (24) a été créée. Ceux-ci ne sont plus dans l'emploi, car il a été supprimé par l'entreprise où ils travaillaient. Mais ils continuent d'être aux effectifs de celle-ci jusqu'à la fin de leur contrat de travail, percevant une «allocation vitale de base» versée par l'employeur. Initialement conçu pour sécuriser le revenu et la formation du travailleur licencié en vue de son reclassement, ce dispositif s'est trouvé débordé par l'effondrement des taux de réemploi. Il est d'ailleurs appelé à disparaître dans la perspective de la création d'un véritable système unifié de protection sociale du chômage. Simultanément, les autorités chinoises ont essayé de développer des systèmes d'incitations plus ou moins inspirés des politiques d'emploi conduites notamment en Occident : réduction des taxes pour les entreprises qui embauchent des travailleurs privés d'emploi, exemptions fiscales de trois années pour les «salariés sans poste de travail» créant leur propre activité etc.

Dans de nombreuses localités, surtout à Shanghai, les autorités régionales ont créé directement des milliers d'emplois dans les services sociaux et à la personne, en liaison avec la montée de nouveaux besoins et aspirations des populations urbaines : gardiennage d'immeubles, aide à la circulation, aide maternelle, soutien des personnes âgées, nettoyage des lieux publics et des espaces verts. Mais tout cela ne fait pas le compte face aux gestions d'entreprises et à un développement sous contrainte des exigences capitalistes. Aussi, les autorités chinoises pourraient être obligées d'entreprendre une nouvelle phase de recherche et d'innovation dans le domaine de l'emploi et du traitement du chômage qui pourrait impliquer plus la responsabilité des entreprises. C'est ainsi que certaines inflexions seraient déjà repérables concernant la gestion des licenciements. (25)

Les autorités chinoises tendraient désormais à mettre en avant que «les débauchages doivent être précédés d'un reclassement et du versement intégral des salaires et des indemnités dus par l'employeur». De même, les migrants feraient l'objet d'un nouveau regard, tant leur rôle est devenu important pour le fonctionnement de l'économie. Leur extrême précarité est devenue explosive. La protestation qu'elle engendre peut converger avec celle des privés d'emploi. Aussi, la question de la sécurisation de ces populations va se poser fortement avec l'exigence de statuts protecteurs, d'un accès au logement, aux services sanitaires et sociaux, à l'éducation et à la formations, à des revenus décents. Simultanément, grandit le besoin d'une sécurisation et d'une extension des droits des salariés dans les entreprises, alors que se multiplient des conflits sur les salaires mais aussi face aux décisions de licenciements.

L'enjeu d'un progrès du syndicalisme s'affirme. Cela se pose dans les entreprises multinationales implantées en Chine. Cela ne va pas sans soulever des contradictions avec les exigences d'attractivité qui font prévaloir chez des dirigeants locaux et des cadres d'entreprises membres du PCC, le souci d'une compétitivité par de bas coûts salariaux. Les autorités centrales chinoises accordent une importance nouvelle à l'activité syndicale à l'entreprise. Des efforts sont déployés pour inciter à l'implantation de syndicats dans celles à capitaux étrangers. Un amendement a même été voté à la loi sur les syndicats introduisant la pratique du mandatement et poussant à l'inscription sur une «liste noire» des entreprises réfractaires à l'activité syndicale. La mise en pratique de ces nouvelles dispositions se heurte aux liens tissés depuis plus de vingt ans entre dirigeants d'entreprises, entrepreneurs et dirigeants politiques locaux lesquels, au nom de la concurrence avec d'autres villes et de l'attraction des capitaux, peuvent fermer les yeux, accorder des passe-droits, sans parler de corruption.

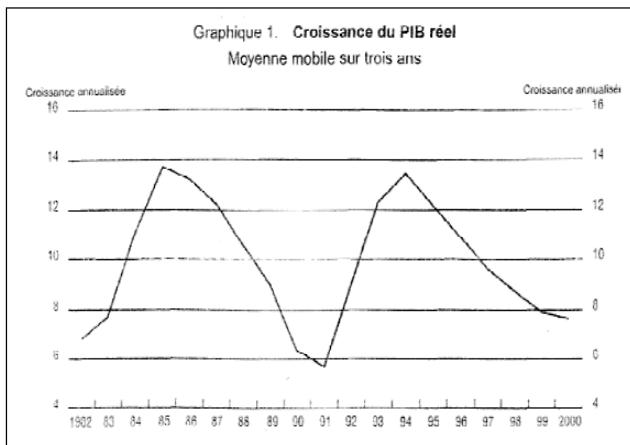
Quoi qu'il en soit l'enjeu d'une sécurisation et d'une promotion de l'emploi et de la formation, base d'une sécurité nouvelle de tous les moments de la vie de chacun-e, paraît être au cœur des défis de la décennie qui vient. Il peut poser en pratique et avec force la question de la conquête de nouveaux droits et pouvoirs des salariés et de leurs organisations, de même que celle d'un rôle nouveau d'impulsion des cadres du PCC dans les entreprises pour de nouvelles gestions d'efficacité sociale.

II. Le besoin d'un nouveau type de croissance et de développement

La croissance chinoise est devenue beaucoup plus cyclique avec son ouverture internationale. Mais le besoin de sa maîtrise, en quantité et en qualité, est telle, face à l'explosion des besoins sociaux et culturels internes, que ne cesse de s'aiguiser le bras de fer entre les autorités chinoises centrales et la coalition des forces, y compris régionales, autour d'intérêts capitalistes multinationaux.

Face aux cycles économiques le soutien public de la demande.

Dans sa récente histoire économique, la Chine a connu deux périodes de «surchauffe» (1983/1984 et 1992/1993) caractérisées par l'emballlement de la consommation, suivi d'un «boom» de l'investissement largement soutenu par l'expansion du crédit. Cela débouchait sur des tensions inflationnistes que les autorités endiguaient par le resserrement uniforme du robinet du crédit, lequel freinait l'activité, comme ce fut le cas en 1988/89 ou en 1994/1995.



Ainsi, en 1993, l'inflation fut jugulée, mais au prix d'une violente contraction de l'emploi, engendrant de très fortes tensions sociales.

Le Premier ministre, Zhu Rongji, lança alors un vaste programme de soutien de l'activité avec l'objectif d'une croissance minimale de 8% par an, avec des politiques budgétaire et monétaire expansives. Et cela réussit à stabiliser la croissance à la fin des années 1990.

Cette politique de soutien de l'activité interne, malgré la pression engendrée par les régulations capitalistes aveugles, a permis une bonne résistance du pays aux crises qui ont secoué l'Asie et y ont fait exploser le chômage en 1996, puis en 1997 et 1998.

C'est, d'ailleurs, cette même politique qui a permis à la Chine de ne pas céder à la tentation de dévaluer sa monnaie, comme ses voisins, ce qui aurait déclenché une guerre monétaire dangereuse pour la planète.

Enfin, c'est encore cette politique qui a permis à la Chine de passer le cap de 2001/2002 marquées par la chute de l'activité mondiale, consécutive à la récession américaine.

A la recherche d'un nouveau contenu de la croissance chinoise.

Au contraire, la croissance économique chinoise a accéléré, non sans problème d'ailleurs (+ 7,5% en 2001, +8% en 2002, + 9,1% en 2003). Pour 2004, alors que l'objectif gouvernemental était de 7%, le rythme annuel au 1er semestre était de 9,7%.

Cet emballlement présente un profil atypique. Il s'accompagne d'une augmentation continue du chômage, tandis que la consommation des ménages demeure modérée, leur épargne, déjà largement surnuméraire, augmentant.

Il ne s'agirait donc pas d'une «surchauffe» traditionnelle. De 1997 à fin 2002, la consommation privée n'a progressé que de 5,4%, deux fois moins vite que la consommation publique (10%) ou l'investissement (11%).

Les inquiétudes engendrées par la hausse du chômage, le creusement des inégalités, la restructuration du secteur public, les problèmes des retraites et du logement, entravent la dynamique de la consommation, malgré l'essor des couches moyennes solvables de la côte.

Le cycle actuel de croissance est surtout porté par l'investissement. Après avoir cru de 12% en 2001, il a augmenté de 15% en 2002, puis de 27% en 2003. Sa part dans le Pib a atteint 47%, soit beaucoup plus que les autres pays d'Asie du Sud-Est (16). Il s'agit surtout d'investissement public. Le secteur public est à l'origine de 72% de l'investissement total. Et l'accélération sans précédent de 2003 tiendrait aux décisions des collectivités locales.

Cet emballlement renvoie aux efforts massifs pour maîtriser les mutations en cours. Par exemple, outre les infrastructures, il semble qu'une part importante des investissements ait été permise par les crédits automatiques des quatre grandes banques d'Etat aux entreprises publiques confrontées à d'énormes problèmes d'efficacité, de modernisation ou au risque de faillite avec, à la clef, la poussée du chômage et le non paiement des salaires. Cette croissance spectaculaire de l'investissement tend à la suraccumulation de capital car elle s'accompagne d'une perte d'efficacité sociale.

De plus, il y aurait trop d'investissements orientés vers le secteur industriel pour la création de nouvelles capacités, tandis que coexistent surcapacités et goulets d'étranglement. Cela renverrait à une insuffisance de développement des capacités humaines, côté offre (qualifications et recherche) et côté demande (consommation).

Ainsi, certains secteurs se trouvent en surcapacité (ciment, automobile etc.), d'autres connaissent une très forte expansion (textile, électronique etc.). Il faut noter la performance particulière de la construction et de l'immobilier. Elle résulte de la campagne de relance initiée en 1998, qui a incité les gouvernements locaux à promouvoir de gigantesques projets d'infrastructures. Mais il y a eu aussi la suppression des logements sociaux gratuits dans les villes qui, couplées à des incitations à l'accès à la propriété des ménages(17), a dopé les achats résidentiels des particuliers, à Beijing, Shanghai et Shenzhen etc.

Mais, simultanément, la forte demande émanant de ces secteurs est venue se heurter aux énormes insuffisances des réseaux de transport, de communication et d'énergie, entretenant de fortes tensions à ces niveaux (18), sans parler, en aval, des problèmes environnementaux dus à l'insuffisance du traitement de l'air, des déchets et des eaux usées. En même temps, de partout monte le besoin de qualification auquel ne répond que très partiellement le système d'éducation et de formation. Pour l'heure, à la différence des précédents cycles, l'inflation demeure modérée. Cependant, les prix à la production ont accéléré (+8,4% contre 7,9% en moyenne de janvier à septembre). Seul le secteur agricole échappe à cette modération sans doute en raison de l'insuffisance des terres cultivables (grignotées par les villes) et de leur rendement, couplée à la modification des standards de consommation des couches moyennes urbaines. Cela entraînerait hausses des prix et des importations de céréales.

L'inflation paraît au total sous contrôle sans que cela exprime un progrès massif du mieux être et des capacités humaines de toutes les populations chinoises. Qui plus est, avec les goulets d'étranglement qui se multiplient, on pourrait assister à une relance des tensions inflationnistes. L'exigence d'un nouveau contenu social de la croissance est ainsi appelée à s'affirmer face aux limites et contradictions du type actuel de croissance.

La question sociale, enjeu des années 2005-2010

La situation de la paysannerie est redevenue une question politique cruciale. Elle ne représente certes plus que 15% du Pib, mais regroupe encore 65% de la population totale (près de 850 millions de personnes).

Or, si les campagnes avaient été les premières bénéficiaires des réformes économiques à la fin des années 1970, le revenu moyen paysan stagne depuis les années 1990 et ne représente plus qu'un tiers du revenu moyen urbain (19). Près de 30 millions de ruraux vivaient avec moins de 625 yuans par an soit nettement moins que le seuil de «pauvreté extrême». (20)

La grande masse des paysans pauvres se trouve dans les régions du centre et de l'ouest. Beaucoup ne participent pas

à un Fonds de retraite et le plus grand nombre n'a plus accès à l'assurance maladie depuis que l'ancien système de soins a été démantelé. Certes, l'Etat cherche à mettre en place des «coopératives médicales» (21), mais elles ne concernent encore que moins de 10% de la population rurale. Par ailleurs, la «municipalisation» de la protection sociale et la faiblesse de la péréquation nationale creuse les écarts entre métropoles. De plus, à proximité des villes, les paysans se font exproprier au profit de l'extension des aires urbaines, tandis que le taux de sous-emploi atteindrait près de 30% à la campagne. Tout cela entretient un important exode rural. On décompterait de 120 à 130 millions de «migrants» en Chine, réservoir de main d'œuvre d'autant plus bon marché qu'ils ne disposent d'aucun statut, ni protection juridique ou sociale.

Cette situation est source de tensions sociales récurrentes dans les campagnes, parfois jusqu'à de véritables émeutes. En réalité, les masses paysannes pourraient à nouveau jouer le rôle d'une puissante force de rappel vers le social, après une période où on a cherché à pousser les mutations de la révolution industrielle sans trop se préoccuper de leurs conditions.

C'est ainsi que le bureau politique du PCC a décidé de faire de l'agriculture, des revenus paysans et du développement rural autant de priorités de premier rang pour les politiques fiscale et monétaire en 2005 (22). Cela fait suite aux mesures prises depuis 2003 pour diminuer le prélèvement fiscal sur les revenus paysans, dans la perspective d'une suppression graduelle des taxes agricoles d'ici à 2007. Le gouvernement central s'est par ailleurs engagé à une revalorisation de ces revenus (5% en 2004) ainsi qu'à une vive augmentation des dépenses dans le domaine de la santé et de l'éducation pour ces populations. Au delà, il semble bien que les dirigeants chinois soient amenés à se préoccuper beaucoup plus de tous les laissés pour compte de l'ouverture au marché et de l'industrialisation.

En effet, les années 1990 ont vu prospérer une couche dirigeante très riche et une nouvelle classe moyenne qui a pu, aussi, tirer partie de la croissance. Mais, en même temps, le nombre des victimes de la restructuration du secteur public étatisé et du démantèlement des systèmes de sécurité sociale n'a cessé de croître.

Les dirigeants chinois sont confrontés à une équation dangereuse. En 2003, il n'a pu être créé que 8,6 millions de postes de travail. Or, pour répondre à la demande des chômeurs officiels, des personnes ayant perdu leur travail et des salariés en attente de reclassement dans l'un des 6000 centres de réemploi que compte la Chine, il aurait fallu créer plus de 21 millions d'emplois nouveaux (23). Pour 2004, cet écart s'est sans doute creusé puisque le besoin d'emplois a été officiellement estimé à 24 millions. De plus, avec la progression du chômage, la précarisation de l'emploi prolifère. Officiellement, l'emploi formel ne représenterait qu'un peu plus de 60% de la population active urbaine (hors migrants).

Ces phénomènes creusent des inégalités qui pourraient devenir insupportables dans les villes et constituer une menace pour la cohésion sociale nationale et la stabilité politique. Cela oblige les autorités chinoises à mesurer les limites des politiques conduites jusqu'ici.

Les questions cruciales de la gestion et du financement

Les autorités chinoises viennent de relever le taux d'intérêt. Le relèvement est limité, mais le message est important car il s'agit de la première hausse depuis 1995.

Les dirigeants chinois sont obligés de chercher à calmer le jeu, face aux indices de surchauffe, tout en faisant en sorte de ne pas freiner brutalement l'activité, ce qui envenimerait le chômage et pèserait sur la consommation.

Or, les entreprises publiques sont souvent dans un état préoccupant. Leur réforme se traduit par des suppressions importantes d'emploi, sollicitant fortement une «assurance-chômage» déficiente, et des non-paiements de salaires.

Depuis 1998, plus de la moitié des grandes entreprises ont été transformées en sociétés anonymes. Entre 1998 et mi-2000 les entreprises publiques ont licencié environ 25 millions de personnes (sur 90 millions).

Le besoin, pour maîtriser les transformations, de faire appel à des critères de gestions d'efficacité sociale, alternatifs à ceux de la rentabilité capitaliste, doit être très puissant, d'autant que monte la protestation sociale, notamment dans les provinces de métallurgie lourde comme le Liaoning.

Mais, pour l'heure, la Chine ne trouve guère de partenaires pour l'aider à se doter d'une culture de gestion permettant de s'arracher à la commande administrative centralisée par des alternatives aux normes capitalistes (27).

En l'absence d'un système de protection sociale et de formation tout au long de la vie qui permettrait une mobilité dans la sécurité des salariés chinois, les autorités sont alors souvent contraintes de faire soutenir les entreprises et activités concernées, à l'identique, par le crédit des banques publiques, sous peine d'explosions sociales.

Simultanément, le crédit a été vivement sollicité par les investisseurs privés, mais aussi pour la réalisation de projets d'infrastructures, d'où sa vive accélération du crédit depuis 2001 (28). Aujourd'hui, le crédit distribué représente plus de 180% du P.I.B., contre 90% en 1995.

En réalité, tiraillée entre une pression capitaliste grandissante entraînant des surcapacités et du chômage et les efforts massifs de correction par l'Etat, la croissance est devenue de plus en plus dévoreuse de crédits, pour le compte des grandes entreprises surtout. Pour les PME, par contre, le robinet est souvent fermé.

Aussi, les créances douteuses ou irrécouvrables s'entassent dans les bilans bancaires. Elles représentent officiellement plus de 15% des encours bancaires –ce qui est sans doute très sous-évalué– et de 20 à 40% pour les quatre plus grandes banques.

Il faut ajouter à ce panorama l'envolée du marché noir des prêts qui prolonge le boom de l'immobilier, alors que nombre d'autorisations de prêts légaux sont bloquées. Il est dopé par des fonds étrangers spéculant sur une réévaluation du yuan. (29)

Une hausse brutale des taux d'intérêt freinerait trop la croissance, les faillites se multiplieraient et les créances irrécouvrables mettraient le système bancaire en péril.

Or, celui-ci est appelé à s'ouvrir à la concurrence extérieure fin 2006 (selon les accords avec l'OMC). Les autorités chinoises en attendent la consolidation de leurs banques par l'entrée de capitaux privés accroissant les fonds propres et aussi l'expertise des cadres.

Cependant, la participation d'acteurs privés aux fonds propres de banques lestées par des créances douteuses sous-provisionnées n'est guère évidente. Les banques étrangères qui s'implanteront en Chine risquent d'être d'abord très sélectives, au détriment des activités locales.

La maîtrise du crédit et la consolidation du système bancaire constituent un enjeu absolument vital pour les chinois. Elles sont d'ailleurs le socle de la politique dite de «macrocontrôle» et se trouvent ainsi au cœur du bras de fer pour l'indépendance économique de la Chine.

Des mesures ont été prises jusque-ici, bien sûr. C'est ainsi, par exemple, que, depuis avril 2003, a été mise en place une commission nationale chargée d'assurer les fonctions de régulation et de supervision de la banque centrale (30). Simultanément, des dispositions ont été prises pour modifier la gouvernance des banques. Les quatre plus grandes ont fait l'objet de l'injection de dizaines de milliards de dollars de capitaux propres, tandis qu'y ont été introduites des règles beaucoup plus strictes de mesure des risques et de respect des ratios de solvabilité internationaux.

Mais cela se fait sur le mode des gestions et de la culture capitalistes, en contradiction avec le rôle qu'entendent faire jouer au crédit et aux banques les autorités chinoises pour le «macro-contrôle».

Tout cela revêt en fait une dimension systémique car la réforme des banques et du crédit est intimement liée à la réforme des entreprises d'Etat, laquelle est liée à la mise en place d'un système de protection sociale.

Les dirigeants du pays ont cherché, pour l'heure, à limiter le plus possible l'avancée du marché financier, préférant mobiliser le crédit bancaire. Mais l'utilisation qui en est faite tend à devenir inefficace. Cela fait surgir l'exigence de profondes réformes de la gestion des banques et de leurs relations avec les entreprises. Là aussi, face aux pressions capitalistes et de leurs normes, le besoin de nouveaux critères d'allocation des fonds pourrait se conjuguer à la nécessité d'une intervention populaire nouvelle, massive et durable en faveur de modulation des taux d'intérêt du crédit pour soutenir l'emploi et l'activité et dissuader la spéculation et les investissements inefficaces. Mais cela appelle la conquête de droits et de pouvoirs nouveaux par les populations chinoises dans un contexte où, pour l'heure, prédomine massivement l'étatisme.

D'où l'absolu besoin, sans doute, de changements profonds progressifs dans la nature même des interventions de l'Etat. ■

III. Un autre monde est nécessaire et possible

En s'ouvrant à un monde dominé par les marchés financiers et les exigences de rentabilité capitaliste, la Chine a donc, en partie, subi un type de croissance qui, désormais, atteint ses limites et devient par trop contradictoire avec les besoins sociaux et culturels de développement de toutes ses populations.

Devenue en quelque sorte « atelier » du monde occidental, par l'intermédiaire des multinationales, elle exporte de plus en plus massivement vers les pays de l'OCDE et ne produit pas assez pour elle-même. Cela a concerné surtout, jusqu'ici, des segments du processus de production où les coûts salariaux des pays riches n'arriveront jamais au niveau des coûts chinois actuels.

Mais, désormais, cette spécialisation s'avère trop étroite. Là où elle s'est développée, de nouveaux progrès sociaux et démocratiques deviennent absolument nécessaires. On a connu cela dans le Japon des années 1960-1970 et, plus récemment, en Corée du sud. C'est le cas particulièrement dans les zones économiques spéciales où règne une certaine loi de la jungle au service des entrepreneurs capitalistes qui y ont été attirés par les salaires très faibles, des durées du travail très extensibles, l'insignifiance des droits des salariés et de gros avantages fiscaux et légaux.

La lutte victorieuse récente de salariées dans la zone de Shenzhen, avec une forte augmentation de salaire à la clef (160%) n'indique-t-elle pas l'entrée dans une phase plus sociale ?

Aussi, certains spéculent déjà sur le fait que, les coûts salariaux et les prix du foncier étant appelés à augmenter inexorablement le long de la côte, de nouvelles vagues de délocalisations, vers l'intérieur de la Chine cette fois, se réaliseront nécessairement permettant, disent-ils, la propagation mécanique de l'industrialisation et de l'essor de couches moyennes et d'entrepreneurs à des régions plus continentales.

En réalité cette hypothèse déjà ancienne (années 1990), risque de venir buter sur l'antagonisme, très accru aujourd'hui par l'hyper domination des marchés financiers, entre les exigences de rentabilité financière et le besoin, lui-même très accru, d'un développement des capacités de toutes les populations chinoise sans exclusion et, pour cela, d'une nouvelle maîtrise nationale du contenu social de la croissance économique.

Le pays a besoin, en réalité, de développer tous ses potentiels, d'accéder aux résultats des recherches et à une pleine maîtrise des nouvelles technologies pour s'industrialiser plus et mieux et répondre aux demandes si pressantes de ses populations.

Face à face avec les Etats-Unis.

La Chine est devenue la principale origine géographique du déficit commercial des Etats-Unis. En 2003, l'excédent chinois sur la première puissance mondiale atteignait 124 milliards de dollars et risque d'être encore plus important cette année.

Ce déficit est appelé à croître avec la fin des accords multifibres, depuis début janvier 2005, qui va faire se répandre bien plus encore le textile et l'habillement chinois à bas coûts sur les marchés occidentaux. L'Europe est aussi en ligne de mire. Cela devrait entraîner, toute chose égale par ailleurs, du chômage dans les pays de l'OCDE, sans parler de l'Afrique ou du Bangladesh. Mais l'emploi dans l'industrie textile chinoise, ainsi contrainte de se mettre d'un coup aux normes occidentales, pourrait aussi en souffrir dans un premier temps.

Le grand problème tient à ce que le capitalisme s'oppose plus que jamais aujourd'hui, avec la domination des marchés financiers, à un plein développement de toutes les capacités humaines sur la planète. Les potentiels considérables de productivité nouvelle de la révolution informationnelle sont mobilisés par les grands groupes contre l'emploi, les salaires, les services publics, tandis que la formation progresse très insuffisamment et que les résultats des recherches, au lieu d'être largement partagés, sont monopolisés par les multinationales et les plus grandes puissances.

D'un autre côté, l'industrialisation des pays émergents comme la Chine, sous pression capitaliste, développent les appareils de production de ces pays vers l'exportation, en direction des grands marchés solvables, au lieu de les développer à répondre aux immenses besoins de produits et de services de leurs populations si nombreuses. Cette extraversion contribue à accroître les potentiels de sur-production mondiale, tandis que la demande interne des pays émergents ne se développe que très insuffisamment. Cela accentue la guerre économique.

C'est une telle configuration qui, schématiquement, a fait de la Chine une force de frappe à l'exportation, redoutable pour les industries de main d'œuvre des pays de l'OCDE et attirante pour tous les capitalistes cherchant à faire du profit facile avec de bas coûts salariaux. C'est ainsi que la Chine est devenue la première source de déficit de la principale puissance capitaliste, les Etats-Unis.

Le yuan au cœur du bras de fer.

Les excédents commerciaux accumulés par ce pays poussent à une réévaluation du yuan. Cette situation a été à l'origine d'entrées massives de capitaux spéculatifs pariant sur cette réévaluation.

Mais le yuan est, pour l'heure, accroché au dollar pour empêcher toute variation non maîtrisée des recettes d'exportations du pays (31). Celui-ci refuse de réévaluer sa monnaie, malgré cette pression des capitaux spéculatifs, depuis 2001. Il s'y refuse d'autant plus qu'il sait les risques qui pèsent aujourd'hui sur le dollar. Les Etats-Unis ont, en effet, un déficit des paiements courants et une dette extérieure absolument abyssaux, mais qu'ils peuvent se permettre plus ou moins d'ignorer pour l'heure car leur monnaie nationale est aussi la seule monnaie internationale.

Ce privilège permet aujourd'hui aux dirigeants américains de laisser reculer le dollar pour accroître leurs exportations et ainsi soutenir leur croissance un peu hésitante, au détriment du reste du monde. Mais ce jeu est dangereux, car la confiance des investisseurs privés, vis-à-vis du billet vert peut s'effondrer et, avec elle, la valeur ce dernier. Aussi, la Chine n'hésite-t-elle pas, pour le moment, à faire intervenir sa banque centrale, de concert avec celle du Japon et de quelques autres pays asiatiques, pour racheter massivement des dollars sur les marchés des changes. Depuis deux ans, elle tient ainsi à bout de bras la monnaie américaine, l'empêchant de s'effondrer, avec deux conséquences : les réserves de change en dollars de la Chine ont cru de 300 milliards de dollars en cinq ans ; la masse monétaire chinoise ne cesse de se gonfler de cet excès de liquidité.

Il faut noter que les billets verts que l'Etat chinois engrange ainsi sont immédiatement remplacés par lui en bons du Trésor des Etats-Unis pour ne pas se dévaloriser. La Chine est donc devenue un partenaire obligé de «l'oncle Sam» et des principaux pays capitalistes.

Cette situation est cependant très contraignante et risquée pour la Chine comme pour le monde entier. En effet, le risque est grand qu'en 2010-2012, quand les pays riches connaîtront une nouvelle récession, ce pays, pour faire face à la chute de la demande mondiale qui lui sera alors adressée, pourrait être amenée à se défaire en masse de bons du Trésor américains qu'elle détient. Cela pourrait alors précipiter une crise sans précédent du dollar et du marché financier des Etats-Unis, couplée à un éclatement de la suraccumulation de capital en Chine-même.

On pressent bien que la situation actuelle n'est pas tenable à long terme. Les autorités chinoises, en liaison avec la transformation et les besoins de l'économie et de la société, peuvent d'ailleurs elles-mêmes être confrontées à de sérieux dilemmes.

Certes l'ancrage du yuan au dollar a permis jusqu'ici une certaine sécurisation de la croissance tirée par l'exportation des produits industriels.

Mais une réévaluation du yuan par rapport au dollar ne permettrait-elle pas aussi de diminuer la facture extérieure entraînée par les achats de matières premières et de semi-produits. De même, ne rendrait-elle pas moins onéreuse la

constitution de réseaux d'entreprises à l'international, tandis qu'une nouvelle politique monétaire, moins dépendante du change, et plus soucieuse de modulations efficaces pour l'emploi et la croissance intérieure pourrait être recherchée ?

La question d'ailleurs va se poser avec force du fait de la libéralisation du système financier en 2007 impliquant, outre l'ouverture du système bancaire, la libéralisation des mouvements de capitaux et la convertibilité du yuan.

Tout cela est aussi très ambivalent. Les risques d'une mainmise capitaliste accrue sont évidents. Mais ce peut aussi être un puissant moyen de poser l'exigence absolue d'une très profonde réforme du système monétaire international, avec la mise en cause des exorbitants privilèges dont disposent les Etats-Unis avec le dollar et de la domination des marchés financiers globalisés.

Dans cette formidable partie de bras de fer, le besoin de dialogue, de rapprochement et de coopération entre la Chine et l'Europe pourraient passer un nouveau cap avec l'exigence d'une autre utilisation de l'euro et d'une nouvelle orientation de la BCE.

Il faut, à cet égard, mesurer la nouveauté que constitue le choix de la banque centrale de Chine d'accroître sensiblement la part de l'euro dans ses réserves en devises, au détriment du dollar. La monnaie européenne représenterait actuellement 15% de ces réserves. Bien sûr, cela conduit aujourd'hui à accentuer la sous-évaluation du dollar par rapport à l'euro et, donc, à renforcer la pression concurrentielle des productions et de la zone dollar contre l'UE. Cela montre combien le seul remplacement des réserves en devises de la Chine sur l'euro ne saurait constituer la solution aux difficultés.

En réalité, la situation est ouverte pour des transformations très radicales du système des relations internationales. La France et l'Europe directement concernées.

Il y a là une opportunité, dont doit se saisir l'Europe et qu'a sentie, à sa manière, J. Chirac. L'Europe est, en effet, à la fois dominante et dominée. Elle souffre gravement de l'hégémonie américaine et de la tutelle des marchés financiers. Elle pourrait chercher une alliance/rapprochement avec la Chine pour une émancipation commune progressive de la domination du dollar et des marchés financiers, afin de promouvoir ensemble des biens communs à l'humanité, dans un co-développement pacifique et non-aligné.

L'euro, mobilisé autrement, et la BCE, réorientée, pourraient jouer un rôle tout à fait important dans ce sens, dans le cadre de ce qui pourrait devenir un nouveau «plan Marshall sans domination» pour les pays émergents et en développement.

Mais l'UE est engagée dans une rivalité avec les Etats-Unis pour attirer les capitaux financiers au détriment du monde entier, y compris la Chine.

En baissant agressivement ses coûts salariaux, elle freine sa propre demande interne et accentue l'insuffisance des qualifications. Cela favorise, en son sein, les délocalisations agressives dans les industries de basse et moyenne

technologies, tout en mettant en difficulté ses pays membres dans les industries de haute technologie, au profit des Etats-Unis.

En maintenant ses taux d'intérêt réels élevés, l'UE contribue à accentuer la domination des capitaux financiers et les difficultés systémiques du monde entier.

Le projet de traité constitutionnel Giscard cherche à enfermer l'UE dans ce profil agressif contre tous les peuples. Il ne contribuerait qu'à accroître les difficultés des Européens à développer des coopérations d'avantage mutuel avec les pays émergents. Il laisserait donc la Chine dans ce face à face avec les Etats-Unis. Celui-ci est d'autant plus dangereux pour le monde entier que les Etats-Unis eux-mêmes vont exiger de la Chine qu'elle diminue ses excédents, tout en cherchant à réaliser avec elle un compromis sur le dos, notamment, des Européens.

Pourtant, on peut penser que la Chine veut s'en extraire et qu'elle pourrait être plus disponible, désormais, pour une nouvelle alliance avec l'Europe, dont particulièrement la France et l'Allemagne, dans un but de paix et de co-développement. Ses dirigeants n'ont-ils pas dit, en effet, à propos de la guerre en Irak, par exemple, qu'il y a un axe commun entre la France, l'Allemagne, la Russie et la Chine ?

Pour pouvoir se saisir d'une telle opportunité dans les années qui viennent, il faut absolument une réorientation de la construction européenne, en même temps que de profondes transformations démocratiques en Chine. D'où le besoin de travailler ensemble. Cela sera d'ailleurs nécessaire pour que l'Europe ne se transforme pas en champ clos de l'affrontement des multinationales et que la Chine devienne une grande puissance pacifique et non pas dominatrice.

Changer le monde

En entrant dans la construction mondiale en crise profonde, la Chine va changer radicalement les données du problème. Engagée désormais de plain-pied dans l'achèvement de la révolution industrielle au plan géographique, elle a à faire face à ces prodigieuses mutations dans le cadre d'un capitalisme devenu financier et dominant au plan mondial, mais en crise systémique profonde avec les défis des débuts de la révolution technologique informationnelle.

Cela va faire saillir, avec une force sans précédent sans doute dans l'histoire de l'humanité, l'enjeu de sécurisation et de promotion de l'emploi et de la formation.

En effet, les technologies informationnelles utilisées pour la rentabilité financière rendent la création d'emplois de l'industrialisation de plus en plus insuffisante, tandis que la finance de marché capte toujours plus le crédit au détriment de la réponse aux besoins sociaux et culturels de développement.

L'exigence d'un dépassement de la domination des marchés, et du capitalisme lui-même, peut d'autant plus mûrir dans cette confrontation titanessque que la Chine est confrontée à la double exigence de révolution au plan

démographique et écologique appelant l'émergence d'une nouvelle logique de développement du monde.

Les Chinois sont en effet amenés à accomplir ces mutations dans des circonstances où leur population vieillit rapidement avec l'allongement de la durée de la vie et parce qu'il y a la politique de «l'enfant unique». Celle-ci, au prix de sacrifices douloureux pour les familles chinoises, leur a permis cependant de ne pas connaître l'état de misère absolue et de délabrement de l'immense masse des populations en Inde.

Mais, les bases tendent à se rétrécir cependant pour la sécurisation des retraites et de l'accès à la santé des populations vieillissantes. Cela ouvre la voie soit à la pénétration de systèmes par capitalisation hyper sélectifs et dangereux, soit à l'exigence d'un essor formidable de l'emploi et des qualifications pour assurer la promotion et le financement des systèmes par répartition et mutualisés.

La question d'ailleurs se posera aussi, en liaison avec la nécessité qui va grandir pour les Chinois, de maîtriser et développer de nouveaux processus de production et de services économes en moyens et respectueux de la nature, face à l'explosion des problèmes d'environnement.

C'est dire s'il est indispensable que cette dynamique permette une issue à la crise systémique et, donc, l'avancée d'une construction de maîtrise et de dépassement de la domination des marchés. Cela exige le progrès vers des objectifs sociaux très hardis, comme la sécurisation de l'emploi et de la formation, avec la promotion des biens communs à toute l'humanité. Mais cela appelle alors une mobilisation des moyens financiers nécessaires et la conquête de nouveaux pouvoirs.

La Chine ne se comporte pas comme un simple «laquais» du capitalisme. Elle cherche à maîtriser. Le besoin pour elle de se détacher de la domination du dollar et des pressions qui s'exercent sur sa croissance constitue un puissant appel pour une transformation radicale de toutes les institutions internationales.

Cela concerne particulièrement les institutions économiques, commerciales, monétaires et financières avec, en tête, le FMI, la Banque mondiale et l'OMC. L'enjeu d'une monnaie commune mondiale de co-développement, alternative au dollar, va se poser sans doute avec de plus en plus de force dans les années qui viennent tandis que celui d'organisations monétaires zonales, qui a beaucoup mûri avec le passage si contradictoire à l'euro, va aussi grandir en Asie même.

C'est dire s'il paraît utile de mettre en avant l'idée de Paul Boccard d'utiliser les droits de tirage spéciaux (D.T.S.) du FMI, moyennant de profondes transformations, comme base pour cette nouvelle monnaie commune. Les Américains, d'ailleurs, ont toujours tenté de contenir le développement de cet instrument parce qu'il pourrait faire reculer l'hégémonie et les privilèges exorbitants du dollar.

Cette monnaie commune de co-développement pourrait permettre l'avancée d'un nouveau crédit mondial partagé permettant de sécuriser l'emploi, la formation, tous les

moments de la vie de chacun-e sur la planète, de concert avec des dispositions cherchant à limiter le rôle des marchés financiers comme, par exemple, des taxations communes de type Tobin, dont les recettes alimenteraient des Fonds pour le développement du « Tiers monde ».

Cela favoriserait la construction d'un monde beaucoup plus sûr et partagé parce que l'humanité elle-même serait capable de mieux maîtriser ce potentiel de progrès foudroyants qu'offre la conjonction des débuts de la révolution informationnelle et l'achèvement de la révolution industrielle au plan géographique. ■

(1) 9,5% sur les neuf premiers mois de 2004.

(2) F. Lemoine et D. Únal-kesenci, "China in the International Segmentation of Production Processes", *Document de travail CEPIL*, n° 2002-02, mars 2002.

(3) F. Lemoine et D. Únal-Kesenci, "Les Industries extraverties en Chine : sources de dépendance ou de rattrapage technologique ?", *La lettre du CEPIL*, n° 213, juin 2002

(4) En 2003, selon «Le Quotidien du Peuple», le volume total des échanges entre la Chine et le Japon était de 133.58 milliards de dollars (+31.1%). Il était de 126.33 milliards de dollars (+30%) entre la Chine et les Etats-Unis. Il atteignait 125.22 milliards de dollars entre la Chine et l'UE (+44%).

(5) «La Chine et l'Inde, nouveaux terrains de la globalisation économique» - *La correspondance économique*, Lundi 7 juin 2004.

(6) décembre 2004.

(7) Cité par *les Echos* - Lundi 13 décembre 2004.

(8) «L'augmentation des importations de matières premières par la Chine : quelles conséquences et quels moyens pour les entreprises de se prémunir ?» in «Le dynamisme économique de la Chine : réflexions pour informer et défendre les entreprises face à cette nouvelle donnée». Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris. Direction des Etudes - Juin 2004 et colloque «Quelles places pour l'Inde et la Chine dans l'économie mondiale ?» COE-CCIP - Lundi 6 décembre 2004.

(9) CEPIL, mars 2002, op. cit.

(10) *ibid.*

(11) relevé par le CEPIL.

(12) CEPIL

(13) réduire de moitié, entre 1990 et 2015 la population vivant avec moins d'un dollar par jour.

(14) F. Vergara, «Conjoncture de l'économie mondiale (2003-2004)» in *L'état du monde*, Annuaire économique et géopolitique mondial, La découverte, 2005.

(15) R. Serra : «Asie du nord-est Chine», in *L'état du monde*, op.cit. pp.277-284.

(16) Perspectives économiques de l'OCDE, juin 2004, p. 184

(17) La propriété est inscrite dans la Constitution chinoise depuis 2002.

(18) En 2003, 21 des 31 provinces ont subi des ruptures d'approvisionnement en électricité.

(19) 263 € contre 864 € en 2003 selon le FMI.

(20) Il est de 1 dollar par jour, soit 8,2 yuans.

(21) Les prestations versées dans une ville dépendent des cotisations et des disponibilités financières collectives en place. On se reportera notamment à J.L. Rocca : «La question sociale, conditions et contraintes du miracle chinois» in Ramsès 2005, pp. 47-61.

(22) China Daily, Thursday, december 2, 2004.

(23) J.L. Rocca *ibid.* p.53.

(24) Les Xiangang Zhigong.

(25) Cf. J.L. Rocca.

(26) +0,27% sur les dépôts à 5,58%, le 28 octobre 2004.

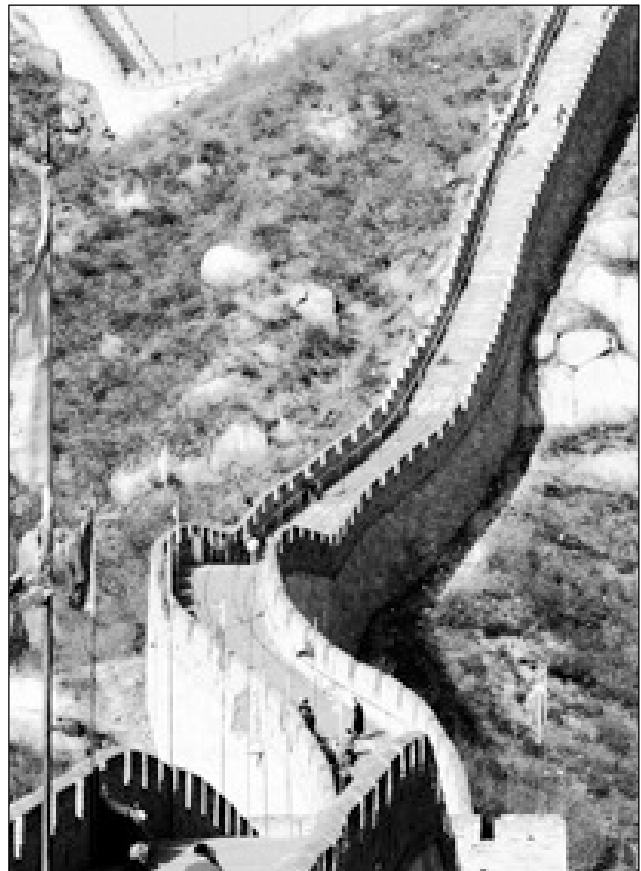
(27) Paul Boccara y a cependant effectué une mission pour le compte du PCF au cours de laquelle il a rencontré de nombreux hauts dirigeants et conseillers et a été interviewé par la télévision nationale chinoise.

(28) +35% en 2002 ; + 21% en 2003.

(29) N-N. Ngo : «Le cycle chinois : entre surchauffe et surcapacités». *Conjoncture- Avril-Mai 2004*, n°4, pp 23-40

(30) la CBRC: China Banking Regulatory Commission.

(31) Actuellement, la valeur du yuan est liée à celle du dollar dans la limite d'une bande de plus ou moins 0,3% autour d'un taux d'ancrage de 8,28 yuans pour un dollar américain. La politique monétaire a pour seul objectif le maintien de la parité monétaire : les taux d'intérêt ne peuvent être utilisés comme outil de politique économique ; la Banque centrale chinoise doit acheter ou vendre des dollars pour défendre cette parité.



Le Trade Center à Pékin